

Brexit : contrairement à Sarkozy, Theresa May respectera l'avis de son peuple



□.
On peut ne pas aimer Theresa May, on a le droit de ne pas aimer les Anglais, « nos ennemis de toujours », qui ont pourtant été à nos côtés en 14-18 et en 39-45, mais nul ne peut nier le fait que la Grande-Bretagne soit une très grande démocratie.

.
Envers et contre tous, Theresa May ne reviendra pas sur la volonté du peuple de quitter l'UE. Et c'est tout à son honneur. Le peuple veut le Brexit et il l'aura. Un référendum populaire, ça se respecte !

.
Pas question de redistribuer les cartes. Il n'y aura pas de

deuxième référendum, quelles que soient les peaux de banane glissées sous les pieds des Anglais par Bruxelles, qui tremble à l'idée qu'un succès du Brexit pourrait avoir un effet domino fatal à l'UE.

.
Quand on voit avec quel mépris Sarkozy a traité le peuple français, qui avait dit « non » à la Constitution européenne en 2005, on mesure à sa juste valeur ce que signifie l'expression « peuple souverain » de part et d'autre de la Manche.

.
Quand on voit avec quelle désinvolture Macron s'est assis sur le référendum répondant « oui » à la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, piétinant au passage 178 décisions de justice favorables au projet, on comprend que la démocratie vue de l'Élysée n'est qu'un mot vide de sens.

.
D'ailleurs, en pleine crise des Gilets jaunes, Macron n'a rien trouvé de mieux que de signer en catimini le Pacte de Marrakech que les GJ rejettent, ainsi que le Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, qui liquide le peu de souveraineté qui reste à la France.

.
Ces deux traités étaient en gestation depuis un an. Mais Macron a imposé l'omerta sur les deux projets, mettant le peuple français devant le fait accompli huit jours avant la signature ! Une ignominie de plus. Macron est un contre-modèle de démocrate, bien aidé par une presse subventionnée et aux ordres.

.
Theresa May souhaite donc renégocier avec Bruxelles, puisque le 1^{er} accord a été jugé trop favorable à l'UE par les députés brexiteurs.

.
<https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Brexit-Theresa-May-soutenu-deputes-renegocier-filet-securite-irlandais-2019-01-29-1200999002>

.
Car le pire pour tout le monde serait une sortie sans accord le 29 mars 2019.

.

Ce qui coince, c'est la frontière irlandaise entre le Nord et le Sud.

·
Afin de ne pas rétablir de frontière, le 1^{er} accord prévoyait que le Royaume-Uni reste dans une union douanière avec l'UE. Ce que les hard-brexiteurs refusent.

·
Le temps presse et Theresa May va tenter de renégocier avant le 13 février, date à laquelle un nouveau vote du Parlement doit approuver le nouvel accord, si nouvel accord il y a. Un accord qui serait accepté à la fois par les députés brexiteurs et les pro-européens.

·
Évidemment, Macron ne l'entend pas de cette oreille.

·
Ennemi juré des populistes et des eurosceptiques, il vient de déclarer que « l'Accord de 585 pages actuel, était le meilleur possible et n'était pas négociable ».

·
Il est clair qu'à Bruxelles, Berlin ou Paris, il n'est pas question de donner un coup de main à Theresa May pour la sortir du borbier.

·
Plus c'est difficile pour les Anglais, plus le risque de contagion avec un possible éclatement de l'UE s'éloigne.

·
Il faut donc savonner la planche au maximum à Theresa May.

·
Cela dit, l'UE n'a aucun intérêt à favoriser un hard-brexit qui couperait les liens avec l'Europe.

·
Car le Royaume-Uni reste une grande puissance économique, avec un siège permanent au Conseil de sécurité et un droit de veto, une force nucléaire et une armée de 1^{ère} catégorie. En ces temps incertains, cela pèse lourd...

·
Londres a de solides appuis au sein de l'Europe, notamment avec des pays partisans de la fermeté face à Moscou.

·
Pour l'UE, il s'agit donc de trouver le bon équilibre. Pas de cadeau aux Anglais, ce qui pourrait susciter quelques

vocations chez les eurosceptiques, mais pas de rupture totale, ce qui nuirait aux intérêts de tous.

.
Le feuilleton du Brexit n'en est pas encore à son dernier chapitre ! Il est même possible que Theresa May demande un délai supplémentaire qui repousse la date fatidique du 29 mars.

.
La peur d'un hard Brexit, néfaste aux deux parties, pourrait adoucir les positions tranchées de l'UE, inflexible jusque-là sur le calendrier. À suivre...

.
Jacques Guillemain